Mardi 14 janvier à Clermont-Ferrand l'AG des grévistes a organisé une manifestation devant le rectorat avec l'idée de construire un mur de vieux manuels, ce que nous avons fait. Assez spontanément, nous avons fini par jeter les vieux manuels par-dessus les grilles, ce qui a été très médiatisé jusque dans les médias nationaux. Blanquer a alors déclaré que nous étions la honte de la République.

Suite à ses déclarations l'AG des grévistes et les syndicats ont publié le communiqué suivant :

[**COMMUNIQUE DE PRESSE de l'assemblée générale de grévistes de l'Éducation nationale le 16 janvier et leurs organisations syndicales CGT, FO, FSU, Sud, UNEF.*]

Lors de l'interview du 16 janvier 2020 sur RTL, le Ministre de l'Education Nationale s'est permis de condamner l'action intersyndicale départementale 63 du 14 janvier 2020.

C'est un mépris pour tous les personnels en lutte contre la réforme des retraites, qui défendent un système de retraites hérité du CNR, qui revendiquent la garantie d'une pension digne pour toutes et tous ; l'intersyndicale départementale composée de Cgt, Fo, Fsu, Snalc, Sud, a décidé d'ériger un mur de manuels rendus obsolètes par les réformes devant le Rectorat de Clermont-Ferrand.

Cet empilement symbolisait l'accumulation de réformes qui nous fait perdre le sens de nos métiers et notre volonté de mettre le gouvernement au pied du mur.
Comme les avocats, comme les médecins, comme d'autres professions, nous avons lancé ces manuels destinés à la benne, en bonne obsolescence programmée, dans un élan exaspéré, libérateur et cathartique. Des centaines de milliers de manuels sont d'ailleurs partis au pilon après les réformes du collège, lycée et de la voie professionnelle.

D'après Monsieur le Ministre, l'école ne doit jamais être un terrain de jeu politique ; nous lui rappelons que ces manuels, s'appuyant sur les programmes, ont toujours porté l'idéologie du pouvoir en place, et plus encore aujourd'hui. La volonté de nous faire travailler plus longtemps et nous donner moins est éminemment politique.

Nous avons conscience que cet acte n'est pas anodin. Il est le fruit de notre colère. Plutôt que de s'indigner sur les vieux manuels, Monsieur le Ministre devrait s'élever contre les conditions de travail qui poussent à bout, dépression ou suicide, de plus en plus de collègues. Nous ne déshonorons pas la profession, c'est la République qui se déshonore quand elle donne la légion d'honneur au Président du fond de pension Blackrock France, quand elle enferme et elle expulse les enfants réfugiés sans papiers, quand elle détruit l'École publique…